

7^{ème} CONGRÈS DU SNUipp FSU GUYANE



Bilan des secteurs Mai 2010 – Avril 2013

I - St Laurent, Mana, Javouhey, Awala et Apatou

II - Haut Maroni

III - Grand Santi, Monfina et Apagui

IV - Kourou, Sinnamary et Iracoubo

V - St Georges, Régina et Camopi

VI - Matoury et Roura

VII - Macouria, Montsinnery et Tonnegrande

VIII - Cayenne

IX - Rémire Montjoly

X - ASH

I – St Laurent, Mana, Javouhey, Awala et Apatou

La réorganisation géographique des circonscriptions de Guyane en 2012 a eu pour conséquence la création de deux circonscriptions dans l'ouest : la 1^{ère} s'étend de Saint-Laurent jusqu'à Awala en passant par Javouhey et Mana (19 écoles). La 2^{ème} s'étend de Saint-Laurent jusqu'à Apatou en passant par Saint-Jean du Maroni (16 écoles).

Les délégués de secteur, en 2010, étaient Eddy Nocton et Alexandre Dechavanne, remplacés à la rentrée 2011 par **Stéphane Pavée et Lamine Houari**. **Laura Kanane et Jean-François Berland** assurent le relais sur Apatou.

1 Grèves, mouvements, effectifs et conditions de travail

Les deux circonscriptions comptent à ce jour 35 écoles, 8 collèges et 4 lycées !

Au niveau national et départemental, peu de mobilisation par rapport aux appels à la grève.

Cependant, **au niveau local**, les collègues se sont mobilisés davantage contre la violence, les intrusions, les vols et le vandalisme à répétition dans certaines écoles de la commune de Saint-Laurent.

A ceci s'ajoutent toujours la livraison incomplète des fournitures scolaires et des travaux effectués partiellement. Les collègues manifestent un éreintement de cette situation à chaque rentrée scolaire.

Les conditions sont parfois aussi

difficiles car les établissements scolaires ne sont pas toujours à taille humaine et les **effectifs** des classes sont chargés. En effet, l'Ouest de la Guyane connaît un fort taux de natalité et un fort flux migratoire.

Il y a eu de nombreuses **extensions** dans des écoles, qui ont pris souvent du retard (Les Carrières et Laure Polus). Certaines sont toujours inachevées à ce jour : Ecole Biswane à Saint-Laurent et Yamanale à Awala-Yalimapo. Une nouvelle construction a vu le jour à Javouhey en 2011. Cette ouverture s'est déroulée avec du retard et une manifestation des parents d'élèves.

Une nouvelle école est prévue à la rentrée route de **Paul-Isnard** et une

école neuve à **Saint-Jean** du Maroni. La question de changer de **rythmes scolaires** reste impossible à réaliser à ce jour étant donné le manque de locaux et de prestataires pour assurer un service de restauration à Saint-Laurent du Maroni. La commune d'Apatou devrait changer de rythme à la rentrée 2013 avec un service de restauration.

Des incompréhensions entre la mairie et les écoles au sujet de **la charte des ATSEM** à Saint-Laurent du Maroni, génèrent tensions et dysfonctionnements. Les ATSEM ne souhaitent plus réaliser certaines missions qu'elles effectuaient auparavant, les problèmes ne sont pas résolus par la municipalité, poussant

certaines écoles : des produits

certains directeurs à participer au mouvement intra-départemental pour quitter leurs fonctions!

A ceci s'ajoutent des problèmes d'hygiène et donc de santé dans certaines écoles : des produits

phytosanitaires nocifs à la santé ont été utilisés par des riverains des écoles Jacques Voyer et Cojande Saint-Auguste, ils ont engendré des absences scolaires pour les enfants ainsi que des arrêts maladies de

collègues. Le SNUipp a porté la demande des collègues auprès du rectorat, qui n'a pas été à la hauteur des inquiétudes suscitées par cette situation.

2 Réunions d'information syndicale et syndicalisation

Les collègues viennent de plus en plus nombreux aux réunions d'information syndicale, avec beaucoup de questions. Ils s'inquiètent des rapports verticaux de certains directeurs d'écoles.

Le taux de syndicalisation est en net progrès depuis deux ans (une **augmentation de 50%** en 2012-2013 !). Les délégués de secteur sont disponibles et se déplacent très

régulièrement dans les écoles malgré les tentatives du non-respect du droit syndical de quelques directeurs d'écoles. Certains oublient qu'ils sont des collègues et non des supérieurs hiérarchiques, il est de notre responsabilité individuelle et collective que de leur rappeler cette réalité ! Ces comportements déviants créent des tensions, de la souffrance institutionnelle et contribuent à une

instabilité des équipes pédagogiques. Compte tenu de l'accroissement du nombre de syndiqués dans l'ouest, les échanges de questions par courriel deviennent de plus en plus nombreux. Elles sont actuellement de plus en plus fréquemment traitées par les délégués de secteur, ce qui allège un peu la tâche sur Cayenne.

3 Relations avec les IEN

Les relations avec les différentes inspectrices sont restées très verticales pour les collègues. Beaucoup d'inspections se sont déroulées avec des entretiens très longs et avec une notation basée sur la tenue vestimentaire, des croix dans une grille avec pour seul conseil une bibliographie !!!

Depuis février 2012, un seul

inspecteur gère les deux circonscriptions, rendant impossible une présence suffisante sur le terrain !

L'ancien inspecteur de Mana-Javouhey-Awala a oublié de faire remonter les droits à la prime variable avant son départ à la retraite, nous attendons à ce sujet une réponse du recteur.

A l'école Man Tina de **Mana**, nous avons accompagné l'équipe en grande souffrance face aux déviances de la directrice: autoritarisme, pressions psychologiques, mensonges et insultes. Cette dernière a été déplacée, permettant à l'équipe de retrouver une sérénité. Nous avons dû solliciter deux audiences auprès du recteur à ce sujet.

4 ASH

Depuis 2008, la politique nationale a conduit à la quasi disparition des RASED dans toute la partie ouest du département, ce qui conduit à la situation actuelle où 20% seulement des postes sont occupés par des maîtres spécialisés! Grâce aux formations proposées par l'académie, sur ces 3 années, des enseignants spécialisés ont pu enfin être nommés en SEGPA, CLIS et ULIS.

Cependant, il reste des besoins importants à couvrir sur tout le secteur dans toutes les options. Cette année, grâce au travail de terrain sur ce secteur, le SNUipp a pu s'appuyer sur des chiffres alarmants pour dénoncer de lourds dysfonctionnements sur la prise en charge des élèves en situation de handicap. Entre 60 et 80 élèves bénéficiant d'une notification en règle

pour une orientation en ULIS se trouvent au collège, sans aucune prise en charge. Le rectorat, ne contestant pas ces chiffres, avance l'argument du manque de locaux, le SNUipp exige que la loi soit respectée et que l'institution prenne en charge ces publics fragiles. Un plan de construction est urgent.

II – Haut Maroni

Depuis la rentrée 2012, la circonscription du Maroni est rattachée à Matoury, elle devient ainsi Matoury 2, sous l'égide d'une nouvelle IEN. Cela a eu notamment pour conséquence le détachement de la commune d'Apatou de notre circonscription.

1 Actions syndicales

Sur ces trois dernières années on peut observer une diminution des participations aux grèves académiques ou nationales. Les raisons sont d'une part la désignation face aux problématiques redondantes ainsi que le sentiment d'inutilité

d'une telle action dans des communes isolées.

A contrario, la participation aux RIS est en nette hausse. Les collègues cherchent à connaître leurs droits vis-à-vis du Rectorat et de l'Inspection. Nombreux également sont ceux qui

veulent s'informer sur les modalités de mouvements inter et intra. Ceci s'explique par le désir de mobilité des enseignants, le changement régulier des règles du barème académique. La scission de l'école maternelle « Les Petits Maripans »

(Maripasoula) en deux entités distinctes crée également des interrogations chez nos collègues : répartition des classes et des enseignants, mouvement et codes de

priorité, modalités d'obtention de la prime ZEP pour les collègues de la nouvelle école.

Au niveau de l'équipe SNUipp, les conseillers syndicaux varient en

fonction des années. Le délégué de référence reste **Alexandre Dechavanne**, qui a collaboré pendant trois ans avec **Natacha Knell**.

2 Evolution des postes

Création de la classe maternelle à Antécum, 2 classes élémentaires et 1 CLIS à Maripasoula, 1 ULIS à Papaïchton.

Suppression de postes de ZIL et BD à Maripasoula. Accueil des TPS à

Maripasoula depuis la rentrée 2012.

Pays Amérindiens : en 2010 les PE étaient majoritairement des titulaires de plus d'un an d'expérience alors qu'en 2013 ce sont surtout des PES et néo titulaires.

Affectation d'une psychologue sur le secteur depuis 2 ans, permettant la régularisation des dossiers des élèves à besoins particuliers, et l'ouverture d'une CLIS 3 pour la prochaine rentrée.

3 Situations particulières

Réaffectation d'une PES pour que le poste corresponde aux exigences de l'année de stage.

Evolution du nombre de visites conseils pour les stagiaires : de 3 visites en 2010-2011 à plus d'une dizaine les années suivantes notamment grâce à la présence

d'IMF sur le secteur.

Très graves situations de harcèlement à Talwen, qui ont nécessité notre intervention très ferme auprès du recteur afin que les collègues soient mises hors de danger. Tous les PE envoyés cette année sont des hommes, mais la situation reste

tendue.

Papaïchton : maintien de la CLIS, maintien d'effectifs convenables, gestion de tensions au sein de l'équipe.

Sites très isolés : augmentation de la bonification de barème pour le mouvement intra.

4 Locaux

Construction d'une salle de classe pour abriter la maternelle à Antécum Pata. Construction de nouvelles salles de classes à Loka, Papaïchton et Maripasoula. Travaux divers dans

les écoles. De plus, un factotum est affecté aux écoles de Maripasoula depuis 2012. A Talwen : réfection de la chasse d'eau à l'occasion de la venue de l'ancien président de la

République !!! Problèmes récurrents d'eau courante et d'électricité à Nouveau Wacapou. Accès à internet variable d'une année à l'autre et d'un secteur à l'autre.

III – Grand Santi, Monfina et Apagui

C'est un secteur de 4 écoles : 2 dans le bourg, une à Monfina (30 mn de pirogue), une à Apagui (2 heures). La déléguée de secteur de référence est Fabienne Rochat, aidée successivement par Frédérique Pessina puis Cécile Desbiolles et Anne Cornou. Si les problèmes liés au transport fluvial des élèves, à leur difficulté d'accès à la langue et à la culture de l'école, au manque de moyens pour relever le défi, sont les mêmes dans ces 4 écoles, s'ajoutent à Monfina et surtout Apagui celui de l'isolement. Le turn over est important sur ce secteur, il dépasse souvent 80% à Monfina et va parfois jusqu'à 100% à Apagui.

1 Relations avec les directeurs et les équipes

De fréquentes tensions ont entaché notre travail syndical sur Grand Santi et Monfina ces dernières années, nous obligeant à faire le point d'une part, à ne plus faire le détour par Monfina d'autre part. Cette année nous avons pris nos dispositions pour pouvoir rencontrer dans de bonnes

conditions tous les collègues de ce secteur qui le souhaitent. La situation d'Apagui est toute particulière. Les relations avec la directrice, comme avec le précédent directeur sont très bonnes, l'équipe, qui vit une forte situation d'isolement, se rend de façon

générale aux RIS des 2 organisations syndicales. Cependant notre passage par cette île souffre régulièrement des difficultés de communication, nous sommes rarement assurés d'avoir correctement prévenu les collègues.

2 Relations avec la mairie

Nous n'en avons que par le biais des déléguées de secteur. Malgré des efforts de dotation de matériel scolaire, les relations entre les enseignants et la mairie souffrent régulièrement de tensions

importantes, les enseignants étant régulièrement informés par la rumeur plus que par le responsable des affaires scolaires, qui, étant en même temps directeur, aurait tendance à mélanger ses 2 fonctions. Des

travaux très importants d'électricité, de mise aux normes des toilettes, sont à réaliser dans les écoles. L'école d'Apagui n'a ni téléphone ni eau potable.

3 Relations avec les IEN

La discussion était fréquente avec le précédent IEN, même si parfois en désaccord important sur les priorités

et la gestion du personnel, mais nous n'avons pas encore pris le temps d'en avoir une avec l'IEN actuelle. Cela

reste à mettre en place. Nous n'avons pas d'empêchement à l'exercice de nos droits syndicaux dans ce secteur.

4 Actions spécifiques

Gestion d'une très importante situation de crise à Apagui en 2010-2011, ayant généré d'importantes souffrances et nécessité un soutien dans la durée.

Revendications récurrentes de suivi des stagiaires sur Apagui, où aucun PEMF n'est présent.

Relais des doléances des collègues sur ce secteur : mise à disposition d'un téléphone (radio ou téléphone avec puce du Surinam...) à Apagui.

Mises au point avec le précédent IEN quant aux conditions d'inspection et d'entretiens d'inspection, dénonciations de rapports d'inspections indignes dans lesquels les identités des collègues ne correspondent pas au contenu du document.

Accompagnement de plusieurs collègues dans leurs demandes de contestation de leur rapport d'inspection.

Gestion d'une situation douloureuse pour les équipes de Grand Santi en 2010-2011.

Revendication de présence de RASED sur ce secteur, de missions à organiser avec 2 psychologues pour que les enfants puissent officiellement être orientés dans les structures desquelles ils relèvent.

Non fermeture des CLIN et CLAD (envisagé par le précédent IEN).

IV – Kourou, Sinnamary et Iracoubo

Après 3 années pendant lesquelles le secteur a été suivi par 2 délégués en duo, **Amalia Monti** a poursuivi cette mission seule pendant 2 ans, succédée cette année par **Paul Losada**. Ces trois dernières années ont été chargées tant les luttes sur le plan des réformes nationales comme sur des problématiques de secteur ont été fréquentes.

1 Actions sur le terrain

A Mobilisations nationales

Le combat contre la réforme des retraites a été largement suivi dans les communes, des assemblées générales, des actions auprès de l'inspection locale ont été mené sous l'impulsion des délégués de secteur. Du co-voiturage a été proposé, avec des rassemblements au Pôle Culturel de Kourou, pour participer activement aux manifestations et rassemblements de Cayenne.

Le passage à la semaine des 4 jours ne s'est pas fait sans heurts et les militants SNUipp-FSU n'ont cessé d'interpeler les collègues sur les enjeux qui accompagnaient ces changements : diminution des moyens des RASED, non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 amenant à une augmentation des effectifs de classe, allègement du temps scolaire en contrario avec un alourdissement des programmes scolaires.

La mise en place des Aides-personnalisées a entraîné de nombreuses réunions de concertation entre les enseignants, la collectivité locale et l'administration. Les représentants syndicaux sont intervenus fréquemment auprès de l'IEN pour permettre aux collègues d'articuler leur temps d'intervention comme ils le souhaitaient. Ils ont encouragé les personnels de l'éducation à se saisir des conseils d'école afin d'y imposer leur fonctionnement. Ils ont soutenu les initiatives et rappelé à l'ordre l'administration sur le respect des circulaires et des décisions prises lors de ces instances.

La participation aux Réunions d'Information Syndicale hors temps élèves a été également sujet à de nombreux entretiens avec la hiérarchie qui souhaitait imposer les récupérations des heures sur des

temps définis. Le rappel des règles définies par le ministère a dû se faire dans un climat de tension important pour éviter les retraits sur salaires dans les absences de participation aux animations pédagogiques des collègues ayant choisi d'y opérer leur récupération.

Une campagne de mobilisation et d'information a été conduite sur la **dette publique**, amenant à l'organisation d'une projection débat. Tout récemment, les militants SNUipp-FSU ont participé activement aux **concertations sur les rythmes scolaires**, imposant dans les débats les idées et volontés des collègues afin que tout y figure dans les rapports. Ils sont intervenus auprès de la municipalité dans les débats sur l'organisation de la nouvelle semaine de classe.

B Mobilisations locales

Les militants du SNUipp-FSU n'ont cessé de défendre la qualité du service en conduisant des actions auprès de la collectivité locale.

Les fournitures scolaires et leur livraison tardive et incomplète, ont

fait l'objet à maintes reprises d'entretien avec la mairie, nos propositions pour fluidifier le fonctionnement ont été entendues. Les services se sont grandement améliorés.

Les locaux vétustes et autres problèmes (sanitaires, électricité...) n'ont cessé d'être des préoccupations, des demandes auprès de l'IEN pour maintenir une pression sur les collectivités afin qu'elles assument

leurs responsabilités. Une campagne contre la chaleur dans les classes a été menée en incitant les collègues à produire des relevés de températures de façon à ce que les commissaires paritaires du SNUipp-

Guyane puissent interpeler l'administration sur les conditions d'enseignement et de travail des collègues et leurs petits élèves. Les fréquentes intrusions et vols dans les écoles ont été relayées par nos

délégués, les initiatives de débrayage et les manifestations d'exaspération et de colère des collègues face à ces problèmes ont été soutenues.

2 Information et prise en charge des enseignants

Le SNUipp-Guyane a toujours eu pour mot d'ordre de permettre l'accès à l'information pour tous les collègues : journaux, affiches, mailing, site internet...

Les délégués, pour répondre au mieux aux besoins des collègues, organisent des Réunions d'Information Syndicale, passent dans les écoles, répondent aux mails

et aux appels. Pour des questions personnelles, des dysfonctionnements d'école, des problèmes relationnels avec la hiérarchie ou entre pairs, les militants du SNUipp-FSU tentent d'être le plus présents possible, en relayant les difficultés, en interpellant les IEN, en épaulant les démarches (courriers, entretien...).

Ces trois dernières années ont vu évoluer un malaise croissant dans la profession et de plus en plus de collègues sont en difficulté dans leur milieu de travail. Stress, maladie, découragement et fatigue sont autant de maux dont nous nous faisons les relais face à une administration sourde et passive.

V – Saint Georges, Régina et Camopi

Le délégué de secteur est Luc Lafontière qui malgré l'éloignement se rend régulièrement dans les écoles du secteur. Deux communes aux problématiques très différentes. Régina, enclavée, a ouvert en 2011- 2012 une maternelle. Elle connaît un faible taux d'accroissement démographique et les équipes pédagogiques sont plutôt stables. Les difficultés récurrentes sont la livraison de matériel scolaire et les températures élevées au sein des classes du nouvel établissement. A quelques kilomètres plus loin, la commune de Saint Georges limitrophe du Brésil, tente depuis 3 ans d'ouvrir une nouvelle école pour faire face à la croissance démographique sans y parvenir pour le moment. L'un des problèmes majeurs est celui de la scolarisation des enfants étrangers.

1 Actions syndicales

Indemnité d'éloignement, indemnité ECLAIR :

Le SNUipp-FSU a mené campagne contre la suppression de l'indemnité de la prime d'isolement celle-ci a été maintenue un an avant d'être définitivement supprimée (grève avec une très forte mobilisation).

ECLAIR : le SNUipp-FSU a demandé la prime Eclair (part fixe et variable) soit versée à l'ensemble des collègues, dans une répartition équitable.

Les déplacements pour les animations pédagogiques : après plusieurs années de réclamations des élus du SNUipp-FSU, les collègues de Régina reçoivent enfin des ordres de mission pour se rendre aux animations pédagogiques. Ainsi, les collègues sont désormais couverts et indemnisés pour leurs déplacements vers Saint Georges.

De nombreuses discussions avec madame le maire de Saint Georges ont permis aux enseignants d'obtenir

des logements sociaux lors des commissions d'attribution. L'argument majeur est de montrer que l'accès au logement peut être un élément attractif pour l'installation des enseignants.

Scolarisation des enfants étrangers : le SNUipp-FSU et RESF ont mené une action pour simplifier les formalités d'inscription des enfants auprès des mairies.

2 Problèmes récurrents

Les fournitures scolaires arrivant au compte-goutte au cours de l'année scolaire. Jamais la totalité n'est livrée.

Les écoles ne sont toujours pas aux normes de sécurité. Pas de transport pour les élèves habitants entre 5 à 10

Kilomètres.

Les logements sont chers et rares pour les enseignants.

3 Le syndicalisme

La syndicalisation se situe dans la moyenne dans l'Est entre 28 et 35 % de syndiqués. Il y a un fort turn-over sur Saint Georges tous les 2 à 3 ans, de la direction aux enseignants. Des tournées régulières (une fois par mois) ont permis de maintenir cette syndicalisation. Mais de nombreux jeunes débutent dans la commune et il

faudrait une présence syndicale plus pérenne afin de favoriser une écoute auprès d'un public peu militant et peu informé mais confronté à des problèmes matériels et pédagogiques. L'idéal serait un délégué secteur sur place

Lors du passage des RIS hors temps scolaires, nous avons eu une chute du

taux de participation. Par contre, les questions liées à la carrière (avancements/inspection...) sont nombreuses, le combat collectif semble perdre du terrain face à des préoccupations plus individuelles, on ne parvient pas à dynamiser l'action collective.

Les collègues ont été sensibles à

l'analyse présentée par le SNUipp-FSU sur les réformes : rythme scolaire, l'application du livret première compétence, la réduction des moyens et la révision de la politique publique.

Certains d'entre eux avaient mis en doute la capacité du syndicat à pouvoir faire changer ou voir évoluer les choses. Le SNUipp-FSU a pu exposer les enjeux du syndicat en expliquant que celui-ci pouvait être

une force de propositions.

Le SNUipp-FSU doit renforcer son implantation dans le bassin de l'Est (Régina, Trois Palétuviers, Ouanary, Camopi, Trois Sauts, Saint-Georges).

4 Camopi

Village isolé se situe sur 4 sites en amont du fleuve Oyapock à 4 heures de pirogue environ de St Georges. Le SNUipp n'a pas pu se déplacer régulièrement sur le terrain. L'accompagnement des collègues se fait essentiellement par mail. La plupart de ces derniers sont des T1 et PES, à noter toutefois une certaine stabilité des équipes les années précédentes.

La mobilisation des collègues pour dénoncer les problèmes de vétusté

extrême et d'insalubrité dans l'école a entraîné un conflit ouvert avec le maire qui préfère stigmatiser les collègues plutôt que de s'atteler à une amélioration de la situation. Nous avons à plusieurs reprises alerté le recteur afin de fermer l'établissement pour manque d'hygiène et accompagné les collègues dans leurs actions tout en leur indiquant les dérives à éviter. Trois collègues ont du saisir le TA.

Le recteur a dû soutenir les collègues

en condamnant les propos diffamants du 1^{er} magistrat de la commune dans un journal local mais n'a pas convoqué le CHSCT.

Le collège, tant attendu a été inauguré par les autorités en mars 2013.

En comité technique l'engagement a été pris, par le recteur, de régulariser les problèmes de indemnités ECLAIR.

VI – Matoury et Roura

Le secteur totalise 17 écoles, dispersées sur cinq sites, six seulement sont dans le bourg de Matoury. Les déléguées de secteur sont **Fabienne Rochat et Brigitte Brieu**, qui succède à Chantal Cottin. La population scolaire est très hétérogène, tout comme les langues maternelles et les origines sociales des enfants. Les effectifs moyens, s'ils ne sont pas excessifs dans l'ensemble, demeurent très inégaux, souvent en défaveur des écoles qui scolarisent un public cumulant des difficultés. Certaines classes de maternelles dépassent 30 élèves, y compris en ZEP ou ECLAIR, ce qui va à l'encontre d'une scolarisation de qualité à la hauteur des besoins des élèves. Les constructions scolaires manquent cruellement dans les quartiers les plus fortement peuplés (Balata est et ouest, Cogneau Lamirande), ainsi que dans les secteurs nouvellement développés (La Chaumière et Stoupan). La taille des écoles est variable : entre 8 et 18 classes, 5 CLIS 1 accueillent entre 7 et 12 élèves.

1 Retards de constructions

De nombreux enfants sont contraints, dès leur plus jeune âge, de prendre le bus dès 6h15 pour se rendre dans une école éloignée de son lieu de vie, le surcoût financier demeurant à la charge de la famille, alourdi par l'inscription obligatoire à la cantine. De plus, de nombreuses familles se voient imposer par la mairie des inscriptions dans plusieurs écoles différentes pour chacun de leurs enfants, rendant impossible le suivi scolaire et les contacts avec les

enseignants. S'ajoute à cela un nombre certain d'enfants non scolarisés, en particulier dans les quartiers défavorisés et fortement peuplés.

Le découpage totalement aberrant de Matoury en **2 circonscriptions** : l'une en ECLAIR couplée avec le Maroni, l'autre hors ECLAIR, couplée avec l'Oyapock, a profondément perturbé les relations de travail au sein de cette commune. Les RASED ont vu leurs secteurs

complètement modifiés et inégalement découpés : 2 psychologues et 5 CLAD pour 6 écoles d'un côté, 1 psychologue et 4 CLAD pour 10 écoles de l'autre. Un semblant d'équilibre n'a pu être conservé sur l'ensemble des écoles que par la volonté et la collaboration des membres des RASED, au-delà de ce découpage.

L'école de Roura est partagée en 2 sites, elle dépend de Cayenne sud.

2 Relations avec les équipes et les directeurs

Les collègues de Matoury ont l'habitude de voir les délégués SNUipp en tournée dans les écoles, souvent pour distribuer le journal, diffuser une information, répondre à des demandes de collègues. Y compris s'il faut faire preuve de détermination dans certaines écoles,

nous parvenons toujours à voir l'ensemble des collègues. L'essentiel des plaintes se concentrent sur 2 écoles, dans lesquelles nous devons régulièrement rassurer les collègues et les informer sur l'attitude à tenir face à l'autoritarisme de leur directrice, qui font pression, envoient

des notes de service... Le problème récurrent de la récupération tardive des enfants de maternelle par les rotations de bus scolaires n'est pas résolu et devient source de conflit dans certaines écoles.

3 Relations avec les IEN

Nous avons eu des audiences régulières avec le précédent IEN, échanges constructifs même si pas toujours en accord. Cette année nos échanges avec les 2 IEN n'ont été

que ponctuels. C'est à travers le journal que nous avons abordé les irrégularités au niveau des inspections. Mais le peu de présence de ces IEN au sein des écoles, les

délais improbables entre la période annoncée d'inspection et la visite de l'IEN, suscitent pas mal de grogne de la part des collègues. Nous devons l'aborder en audience.

4 Actions particulières

Accompagnement de collègues victimes de plaintes de la part de parents d'élèves. Actions auprès de la

mairie de Matoury au sujet de non livraison de fournitures dans les écoles. Suivi précis des demandes

d'orientation : ouverture d'une ULIS et d'une SEGPA.

5 Syndicalisation et RIS

Si le taux de syndicalisation est correct sur ce secteur, la participation des collègues aux RIS est très faible,

que ce soit le mercredi matin ou après-midi ; il serait intéressant d'interroger nos collègues sur les

raisons de ces désertions.

VII – Macouria, Montsinnery et Tonnegrande

Le secteur est constitué de 7 écoles éloignées les unes des autres, dont une installée dans des bungalows provisoires. Les délégués de secteur sont **Fabienne Rochat et Marc-Antoine Laurent**.

1 Macouria

La commune de Macouria est en expansion et sa population ne cesse de croître. Avec la construction de nouveaux logements dans la ZAC de Soula, le nombre d'élèves augmente dans ces écoles et cela devrait continuer dans les années à venir. Cependant les collègues nous sollicitent rarement et participent très peu aux RIS, les équipes sont assez stables, en particulier sur Montsinnery.

La Mairie de Macouria intervient régulièrement au sein des écoles et les travaux (même si certains restent certains en suspens). La commune s'emploie à répondre aux demandes de bus pour les sorties et accompagne les collègues dans leurs projets. Cette année de nombreux élèves ont pu aller à la piscine du lycée de Matiti. L'école élémentaire de Soula fait partie du dispositif « école de la réussite », ce qui va dans le sens de

notre revendication « plus de maîtres que de classes » et permet d'obtenir des moyens et des conditions de travail pour favoriser la réussite des élèves (co intervention, travail en groupes réduits, dotation budgétaire pour les projets).

Les conseils d'école se font toujours en présence d'un responsable de la mairie, qui prend acte des requêtes des membres de l'équipe pédagogique.

2 Relations avec l'IEN de la circonscription de Kourou 1

L'IEN entretient des échanges avec les collègues relativement apaisés et constructifs. L'équipe de circonscription est stable. Nous n'avons pas pris le temps de le rencontrer de façon spécifique pour ce secteur, le principal point de conflit avec lui est l'organisation des animations pédagogiques.

Les collègues de ce secteur réclament des **animations pédagogiques** sur place, ce qui commence à se mettre en place cette année. Mais malgré nos multiples interventions depuis

des années ils n'ont toujours pas d'ordre de mission pour se rendre aux animations organisées à Kourou, pas même de convocation individuelle, juste un rappel collectif précisant le lieu et l'heure. Nous avons conseillé aux collègues de cesser de s'y rendre tant que cela n'était pas réglé. L'IEN a été interpellé à plusieurs reprises en CAPA et nous attendons toujours sa réponse.

Le secteur de Macouria compte un nombre relativement stable de

syndiqués. Les collègues apprécient le passage des conseillers syndicaux, ce qui leur permet d'avoir des informations, d'échanger avec eux, de partager leur quotidien et de faire entendre leur voix par le relais sur le terrain que constitue le conseiller syndical.

En perspective, une décharge devrait être nécessaire les années à venir, tant le prévisionnel de croissance sur le secteur est important.

VIII – Cayenne

Configuration : 32 écoles de tailles variables et souvent trop grandes. Les déléguées de secteur sont **Chantal Cottin, Paulette Pauillac et Alexandre Dechavanne**, qui succèdent à Eddy Anne-Robertine et Elisabeth Buée.

1 Cayenne

La population scolaire est très hétérogène en raison de la diversité des langues maternelles et des origines sociales des enfants. L'implication des parents dans la scolarité est elle aussi très variable. Les parents ont souvent du mal à suivre la scolarité de leurs enfants notamment pour des raisons

financières ou culturelles. Les effectifs moyens, s'ils ne sont pas excessifs dans l'ensemble, restent élevés pour un secteur classé en zone d'éducation prioritaire ou ECLAIR. Les élèves sont souvent scolarisés près de leur lieu d'habitation, c'est pourquoi le transport scolaire est moins développé que dans d'autres

communes. Cayenne Sud est un secteur où les écoles sont relativement vétustes, inconfortables, souvent mal aérées et mal insonorisées, ce qui rend les conditions de travail des collègues difficiles.

2 Relations avec les équipes et les directeurs

Les délégués de secteur sont souvent bien accueillis dans les écoles lors de la distribution du journal ou la diffusion d'information. Les tournées sont un moyen privilégié pour aller à la rencontre des collègues et

répondre à leurs demandes car ils n'ont pas pour habitude de se rendre au local du syndicat. Dans ce secteur, il a fallu gérer dans plusieurs écoles, les relations à la limite du harcèlement moral entre directeurs et

adjoints. On a également dû également faire face à la réticence de quelques directeurs quant à la présence des délégués syndicaux dans les écoles.

3 Relations avec les IEN

Les échanges ont été surtout ponctuels pour régler les situations individuelles des collègues.

Actions particulières :

Accompagnement de collègues

victimes de harcèlement moral de la part de leur directeur ou en souffrance dans leur école. Actions auprès de la mairie de Cayenne au sujet de non livraison de fournitures

scolaires et l'installation de brasseurs d'air dans certaines écoles. Audience auprès de l'IEN concernant la part variable de la prime ECLAIR et les rythmes scolaires.

3 Syndicalisation et RIS

Le taux de syndicalisation reste insuffisant dans ce secteur comparé au potentiel. Il faudra renforcer notre présence sur le terrain car les

collègues ne viennent pas spontanément au local et instaurer des relais école mieux formés. La participation des collègues aux RIS

reste faible depuis qu'elles ont lieu le mercredi.

IX – Rémire Montjoly

Dix écoles composent cette commune, avec **Fabienne Rochat et Sylvia Capitaine** (succédant à Chantal Cottin) pour déléguées de secteur.

C'est la commune la plus attractive au niveau du mouvement intra départemental. Les équipes sont stables, les revendications pas très nombreuses. Seule l'école St Ange Méthon fait remonter des soucis récurrents, directement liés aux dysfonctionnements mis en place par la directrice. L'IEN en est informé mais les choses n'évoluent pas, au détriment du bien-être des collègues,

des enfants et de leurs familles. Nous avons dû intervenir à 2 reprises dans cette école.

Le changement annoncé des rythmes scolaires fait grincer des dents, dans cette commune où la journée continue ne semble pas déplaire aux collègues et aux familles ; le Maire patientera jusqu'en 2014.

2 nouvelles salles de classes maternelles ont ouvert à l'école

Moulin à vent. 1 CLIS 3 et 2 ULIS TFA (collège et lycée) permettent de scolariser les enfants malentendants. Seule une CLIS 1 accueille les élèves porteurs de troubles des fonctions cognitives, ce qui semble peu sur un total de 10 écoles.

Nous saluons l'ouverture d'une CLIN supplémentaire sur la commune.

X – ASH

Ce secteur particulier, puisque disséminé dans toutes les zones géographiques du département, est représenté depuis 2004 par **Fabienne Rochat et Luc Lafrontière**, auxquels se sont ajoutés au fil des années **Natacha Knell, Stéphane Pavée et Lamine Houari**. L'ASH est ainsi représenté de l'est à l'ouest du département.

1 Formation CAPA-SH

Amélioration d'un point de vue quantitatif : augmentation du nombre de départs en stages CAPA-SH (20 cette année, options D et F, 34 pour l'année prochaine, options D, E, F et M2 de psychologie). Nous expliquons cela d'une part par le fait que ces formations se font en Guyane actuellement et engendrent moins de frais, d'autre part par la diminution du temps de formation (qui est passée de 2 ans à 1 an puis à 5 mois!). Nos revendications perpétuelles dans ce domaine ne sont pas étrangères à la réouverture de la formation E et la mise en place d'une formation M2 de psychologie à distance.

Détérioration qualitative de cette formation : l'alternance avec la classe à gérer, depuis plusieurs

années, a considérablement augmenté le stress des stagiaires, qui se sentent surbookés, surchargés de travaux différents et de responsabilités ; ils disent souffrir de manque de temps, de délai de réflexion, de recul.

Insuffisance du nombre de conseillers pédagogiques pour la circonscription ASH, qui est passée de 3 à 2 alors que le nombre de stagiaires ainsi que le nombre d'enseignants non spécialisés sur les postes ASH n'a pas cessé d'augmenter. Les visites conseils sont très insuffisantes, en particulier dans l'est et dans l'ouest.

Ordres de missions et indemnités dues aux stagiaires dont le lieu de stage est différent de la résidence

administrative ou personnelle : elles sont perçues très tardivement, bien après la fin du stage, d'autant plus que les ordres de missions sont rarement délivrés à temps, pour preuve des collègues de St Laurent et Mana qui attendent la régularisation de cette situation depuis bientôt 2 ans.

Accès au CAPA-SH : les avis défavorables sont expliqués en CAPA, les candidats doivent obtenir un poste au mouvement pour confirmer leur inscription à la formation sollicitée. Le barème joue donc son rôle. Attention toutefois aux réaffectations de certains après les opérations du mouvement, qui devraient conduire à des affectations provisoires !

2 Mouvement dans l'ASH

Diminution du nombre de postes à profil pour les titulaires de CAPA-SH. Pour les non spécialisés : nos interventions ont amené à un respect

du barème après entretien pour ces collègues, mais une extrême vigilance doit être observée afin que ces postes servent bien de support

pour passer un CAPA-SH en candidat libre et non pour fuir une affectation géographique qui ne convient pas (règle non respectée cette année).

3 Adaptation

Les RASED sont amputés de façon de plus en plus drastique, les maîtres G ont disparu dans plusieurs communes, les titulaires de l'option E sont très rares dans l'ouest et dans l'est mais plusieurs collègues passent cet examen en candidat libre sur l'île de Cayenne. Cette désertion de spécialistes dans les RASED a conduit certains IEN à imposer un

mode de fonctionnement qui ne correspond pas aux textes cadrant les missions des personnels des RASED. L'augmentation croissante de la population scolaire nécessiterait des ouvertures de postes de psychologues, certains secteurs n'en ont pas vu depuis 5 ans (Grand Santi), plusieurs postes sont pourvus par des collègues ne disposant pas

des titres nécessaires à l'exercice de ces fonctions.

Les SEGPA sont maintenues mais les places sont insuffisantes au vu des propositions d'orientation. Les communes isolées voient s'ouvrir des SEGPA, dans l'attente d'équipement d'ateliers. Un combat à mener.

4 Handicap

L'académie ayant fait le choix de porter ses efforts sur la formation D, les postes sur le littoral sont occupés en grande partie par des PE spécialisés, ou par des PE en cours de formation D (cas fréquent dans

l'ouest). Les ULIS collège et surtout lycée sont en nombre très nettement insuffisant au vu des notifications délivrées par la MDPH, une centaine de jeunes (chiffres évolutifs) ont une notification mais pas de place en

ULIS TFC. La situation est mieux gérée en CLIS 1. Les délais de traitement des dossiers par la MDPH ont légèrement diminué, le suivi de ces dossiers varie en fonction des référents ASH.

5 Les structures d'aides

Elles se développent, mais le retard est tel que les difficultés restent les mêmes : l'est et les fleuves ne sont pas desservis, l'ouest très peu, les délais sur Cayenne sont d'environ 18 mois pour le CMPP ou un orthophoniste par exemple. Plusieurs SESSAD ont vu le jour ou

vont ouvrir, mais les places dont ils disposent sont insuffisantes. Ainsi les enfants porteurs de troubles moteurs, auditifs, visuels, moteurs cérébraux, troubles des conduites et du comportement, troubles des fonctions cognitives, peuvent être pris en charge par des SESSAD. Les enfants

atteints d'autisme, de troubles dys, troubles complexes du langage pourront bientôt bénéficier de prises en charge par des nouveaux SESSAD en train de s'installer. Reste à développer ces structures sur l'ensemble du territoire, pour les besoins des enfants.